



Stigmatisation ou statactivisme, quelle utilisation de l'ouverture des données dans la ville numérique réelle ?

Pourquoi « ouvrir » les données ne suffit pas
Léna Silberzahn (SciencesPo), Mathieu Saujot (Iddri)

UNE EXPLORATION DE LA FING ET DE L'IDDRI

AVRIL 2018



Au croisement des enjeux de gouvernance et d'innovation, la question des bénéfices sociaux et citoyens associés à l'irruption du numérique en ville soulève de nombreuses interrogations. Pour contribuer à éclaircir ces enjeux, Audacities aborde la question de la participation citoyenne à travers le cas d'étude « *Participation citoyenne : les « civic tech » dans la ville numérique réelle* ». En complément, cette fiche synthétise les réflexions actuelles sur l'impact de l'ouverture des données en termes de justice sociale.

- Le caractère consensuel de l'open data masque la diversité des projets politiques sous-jacents : un projet d'approfondissement démocratique, de transparence et de participation, et un projet de croissance économique, d'innovation et d'emplois. Le succès et le déploiement de ce concept serait le fruit de cette rencontre.
- Pour le premier projet, l'ouverture des données pourrait théoriquement d'être utile à la mobilisation sociale en permettant de mieux comprendre les problèmes, mieux les révéler et les communiquer, mieux concevoir des solutions.
- Toutefois de nombreux obstacles se dressent devant ces possibilités : utiliser les données nécessite de disposer de ressources (physique, collective, savoir...) très inégalement réparties dans la société, aboutissant ainsi à une situation où ce sont les personnes déjà les plus investies et actives qui vont profiter de ces innovations. L'ouverture peut également donner un nouveau pouvoir aux acteurs privés qui jouent le rôle d'intermédiaire pour faire parler les données.
- Ainsi malgré les promesses initiales d'*empowerment*, l'open data a en fait très peu servi les populations marginalisées, et surtout offert des opportunités de développement aux géants de l'industrie de l'information. A l'état actuel, il se pourrait bien que les politiques d'open data cristallisent et exacerbent les inégalités sociales plutôt que de les atténuer.
- En effet des boucles de rétroactions négatives peuvent se mettre en œuvre lorsque les données reflètent des écarts à la moyenne de zones géographiques, de services, de types de population et que cela influence des choix individuels ou collectifs comme par exemple d'une localisation.
- Afin d'inverser la tendance, approcher les données comme instrument pour atteindre d'autres objectifs -et non pas comme fin en soi- est crucial, car cela impacte la conception que nous pouvons avoir d'une politique d'open data réussie. Si ce n'est plus la quantité de données mises en ligne qui est importante, mais *qui* les utilise et *comment*, l'open data ne consiste plus simplement à mettre à disposition les données mais aussi à les retravailler pour qu'elles puissent répondre à d'autres usages.
- Ainsi parmi les pistes pour rendre les données actionnables, il est nécessaire d'investir dans la médiation et l'éducation aux données (data literacy) mais également de favoriser la production de données directement par les citoyens.

Cette fiche vise à aborder l'ouverture de données (« open data¹ ») comme un enjeu de justice sociale. *Théoriquement*, l'abondance nouvelle des données issues de « l'open data » constitue un grand potentiel revendicatif pour des collectifs mobilisés en faveur de plus de justice sociale. Les instigateurs de l'open data n'ont d'ailleurs cessé de promettre une réduction des asymétries d'information et l'*empowerment* de populations marginalisées² à travers des politiques de libération des données. Et dans le débat public, les promoteurs et commentateurs de la « smart city » ne se privent pas de parler de villes inclusives³, aux mêmes titres que villes durables et participatives, sous-entendant ou feignant ainsi de penser que cette circulation nouvelle des données conduirait à davantage d'ouverture et lèverait des freins à l'inclusion.

De fait, comme toute forme de savoir, les données confèrent du pouvoir à ceux qui les détiennent et savent les utiliser. Disposer de données (et savoir les analyser), c'est d'abord **mieux comprendre**. Via la mise en série de faits, on peut exposer le caractère systémique de certaines discriminations. Une situation personnelle peut se révéler être phénomène sociétal,

¹ Le concept de l'open data (données ouvertes) renvoie au **libre accès** aux données publiques et au développement de **dispositifs pour améliorer leur utilisation** par des tiers. Une donnée publique est considérée comme ouverte dès lors qu'elle répond à ces trois critères : **gratuité, format numérique manipulable, licence de réutilisation clarifiée**

² Júlia Keserű et James Kin-sing Chan, *The Social Impact of Open Data*,

<https://sunlightfoundation.com/taxonomy/term/the-social-impact-of-open-data/>, (consulté le 29 juillet 2017).

³ Dans notre acception, ville inclusive définie comme une ville qui donne à tous la possibilité d'agir et de participer aux démarches mises en œuvre (dont open data) et qui cherche à améliorer la justice sociale dans les différents domaines urbains.



dû à un contexte politique spécifique, causé par une série de choix institutionnels que l'on peut remettre collectivement en question. Que ce soit en indiquant la fréquence des transports, la qualité de l'air ou le nombre de médecins disponibles, les données attestent – pas forcément de manière volontaire d'ailleurs – souvent d'inégalités⁴. Le croisement de jeux de données peut aider à comprendre comment différentes discriminations interagissent et se renforcent mutuellement, révélant leur caractère intersectionnel.

Utiliser des données, c'est également *mieux communiquer*, dénoncer, révéler : un chiffre ou une carte prennent plus de place dans le débat public qu'une simple demande, lorsqu'il s'agit de construire des problèmes publics⁵. Didier et Tasset (2013) distingue ainsi trois dimensions à ce qu'ils appellent le *statactivisme*, concept regroupant « les expériences visant à se réapproprier le pouvoir des statistiques » : agir pour dénoncer une politique basée sur la statistique et révéler une autre réalité (ex. montrer une autre réalité d'action de la police que celle reflétée par les chiffres) ; compter pour créer de nouvelles catégories sociales permettant de revendiquer des droits (ex. création du concept de précaire énergétique) ; construire des indicateurs alternatifs à ceux utilisés par le pouvoir (ex. un autre calcul du PIB incluant davantage d'éléments). L'aura **d'objectivité et l'autorité** entourant les données et les chiffres en font en effet d'excellents outils pour avancer une cause. Dans « Trust in Numbers », paru bien avant les phénomènes de *big* et *open data* en 1996, Porter explique que l'utilisation de nombres crée un effet « d'impersonnalité » et « d'objectivité » plus que bienvenu dans un monde où les interlocuteurs viennent d'horizons différents et interagissent généralement dans un climat de méfiance réciproque (d'où la quantification croissante autour de nous). De ce point de vue, les données représentent l'opportunité d'une meilleure **communication** entre différents milieux dans un contexte d'hétérogénéité et d'internationalisation croissante.

Enfin, la nouvelle abondance de données peut également intervenir pour *mieux concevoir des solutions*. Au-delà des projets de surveillance ou de dénonciation d'un mal, on peut imaginer des projets beaucoup plus « instituants », qui participent directement de la solution aux problèmes qu'ils exposent. Sur une carte en ligne par exemple, les marqueurs de ce qui « ne va pas », vont souvent de pair avec des projets d'amélioration, le signalement des travaux ou des réparations. C'est en ce sens que la chercheuse K. Ermoshina écrit que les cartes, qui se réactualisent constamment grâce à la nouvelle abondance des données, représentent moins un *être* (being), qu'un potentiel *devenir* (becoming)⁶.

Mais alors l'open data est-il, peut-il être le support d'un statactivisme entendu comme une utilisation des statistiques pour des mobilisations sociales ? Empiriquement cependant, les utilisations de l'open data sont allées relativement rarement dans ce sens⁷. De plus en plus de chercheurs se distancient du discours prophétique sur le potentiel scientifique, économique et social des données et craignent même une exacerbation des inégalités par ce phénomène⁸.

Dans ce texte, nous examinons donc à l'aune de la littérature l'impact de l'open data sur les inégalités sociales. Comment celles-ci sont-elles impactées par l'ouverture données ? Les populations marginalisées se servent-elles des données libérées pour avancer leur cause, comme les instigateurs de l'open data le prophétisent⁹, ou la libération des données ne fait-elle que reproduire et exacerber les inégalités traditionnelles ? A quelles conditions peut émerger un « statactivisme » s'appuyant sur les données ouvertes ?

⁴ Quelques exemples, dont un où une équipe cartographie le « genre » des noms de rue à Rennes dans C. Dehesdin *L'open data contre les inégalités hommes-femmes*, <http://www.slate.fr/france/80577/open-data-inegalites-hommes-femmes>, (consulté le 5 août 2017).

⁵ Emmanuel Didier et Cyprien Tasset, « Pour un statactivisme. La quantification comme instrument d'ouverture du possible », *Tracés*, 21 mai 2013, n° 24, p. 123-140.

⁶ Ksenia Ermoshina, « Démocratie ubiquitaire : applications mobiles et participation citoyenne ».

⁷ Voir par exemple Jeffrey Alan Johnson, « From open data to information justice », *Ethics and Information Technology*, 1 décembre 2014, vol. 16, n° 4, p. 263-274 ; Samuel Goëta et Clément Mabi, « L'open data peut-il (encore) servir les citoyens ? », *Mouvements*, 23 septembre 2014, n° 79, p. 81-91 ; Michael B. Gurstein, « Open data: Empowering the empowered or effective data use for everyone? », *First Monday*, 23 janvier 2011, vol. 16, n° 2.

⁸ J.A. Johnson, « From open data to information justice », art cit.

⁹ Cf paragraphe I. 2. 1. Par exemple, la Sunlight Foundation, un des principaux acteurs du mouvement open data, écrit en 2014 que celui-ci permet de créer des « *new democratic spaces for citizens, empowering local and disadvantaged voices* » J. Keserü et J. Kin-sing Chan, « The Social Impact of Open Data », art cit.



Le « mouvement » open data : un consensus de surface qui masque des attentes très différentes

Origines

Si l'article 15 de la Déclaration des droits de 1789 prévoyait déjà que « *la société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration* », l'accès effectif à l'information administrative devient une réalité seulement dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Les Etats Unis sont précurseurs en la matière : dès 1986, ils votent le **Freedom of information Act**, obligeant les agences fédérales américaines à transmettre, sur demande, leurs documents non classifiés. Similairement, en 1978, l'Assemblée Nationale Française passe une loi dont le Titre Ier s'intitule « *De la liberté d'accès aux documents administratifs et de la réutilisation des informations publiques* ».

L'arrivée du numérique va drastiquement réduire les coûts de circulation de l'information et permettre l'inversion de cette logique : toutes les données publiques **doivent être publiées par défaut, sans qu'une demande préalable soit nécessaire**. Depuis l'organisation de concours de réutilisation des données en 2005 aux Etats Unis et le lancement de data.gov en 2009, la libération des données s'étend rapidement dans le monde entier. Affiché comme objectif par la grande majorité des gouvernements occidentaux indépendamment de leur couleur politique, **l'open data marque par son caractère consensuel et la rapidité de son adoption**¹⁰. En moins de 10 ans, une majorité des 92 pays participants à *l'open data barometer* ont lancé une plateforme pour la réutilisation des données gouvernementales¹¹ et à ce jour, 17 gouvernements nationaux et 30 gouvernements locaux ont adopté *l'open data charter*¹². Ce caractère consensuel appelle cependant à une lecture critique, car il masque la **diversité des projets politiques qui lui sont sous-jacents**¹³.

Deux registres de justification parfois en tension

Comprendre l'enthousiasme suscité par l'ouverture des données suppose de se pencher sur ses promesses initiales. En bref, les promoteurs de l'open data mobilisent généralement deux grands ensembles de justifications¹⁴, le premier relevant de l'ordre de **l'approfondissement démocratique** (transparence, participation), le second se référant à la **croissance économique** (innovation, création de services et d'entreprises). Ainsi, l'open data serait le fruit d'une rencontre entre « militants de la transparence et une industrie en émergence »¹⁵.

Approfondissement démocratique, transparence, participation

Beaucoup d'arguments en faveur de l'open data reposent en fait sur les philosophies de *l'open government*. Celles-ci postulent que la mise à disposition des documents administratifs donne aux citoyens le pouvoir de contrôler les décisions gouvernementales et même y prendre part. Dans un contexte de désaffection croissante envers les politiques, la transparence est perçue comme moyen de **renouveler la légitimité** des institutions et de leurs représentants. Initialement utilisées comme outil interne, les données gouvernementales deviennent des outils de preuve¹⁶. Caractéristique de l'époque, un des points du programme de la campagne d'Obama en 2008 promet par exemple de « restaurer la confiance des américains en leur gouvernement en rendant le gouvernement plus ouvert et transparent »¹⁷. De même, la première raison fournie par le site data.gov pour la publication des données est « rendre des comptes sur le fonctionnement des institutions ». La libération des données est en fait perçue

¹⁰ Valérie Peugeot, « L'ouverture des données publiques : convergence ou malentendu politique ? », *Confiance, croyance, crédit dans les mondes industriels*. p. 3

¹¹ *Global Report | Open Data Barometer*, http://opendatabarometer.org/3rdedition/report/#executive_summary, (consulté le 9 août 2017).

¹² *Adopted by*, <http://opendatacharter.net/adopted-by-countries-and-cities/>, (consulté le 9 août 2017).

¹³ Harlan Yu et David G. Robinson, *The New Ambiguity of « Open Government »*, Rochester, NY, Social Science Research Network, 2012.

¹⁴ Valérie Peugeot, « L'ouverture des données publiques : convergence ou malentendu politique ? », *Confiance, croyance, crédit dans les mondes industriels*.

¹⁵ S. Goëta et C. Mabi, « L'open data peut-il (encore) servir les citoyens ? », art cit.

¹⁶ Alain Desrosières et Emmanuel Didier, *Prouver et gouverner*, Paris, La Découverte, 2014, 256 p.

¹⁷ « restore the American people's trust in their government by making government more open and transparent ».



comme un moyen (parmi d'autres) **d'instaurer un nouveau rapport entre administration et administrés**¹⁸ en rendant la démocratie plus **participative et transparente**.

Ces attentes d'approfondissement démocratique sont parfaitement illustrées par le *data revolution group* de l'ONU, qui écrivait en 2014: "New technologies are leading to an exponential increase in the volume and types of data available, creating *unprecedented possibilities for informing and transforming society* (...) data can help ensure that knowledge is shared, creating a world of *informed and empowered citizens*"¹⁹. Cette promesse de "révolution" démocratique va souvent de pair avec une promesse de **révolution dans le champs social**²⁰: l'open data réduirait les asymétries d'information et permettrait à des groupes marginalisés d'avoir plus de pouvoir de codécision dans la création et l'application de normes. La Sunlight Foundation par exemple (un des principaux promoteurs de l'open data aux USA), conçoit l'open data comme vecteur de justice sociale et d'inclusion: "Government openness produces tremendous other benefits for our societies through increasing state or institutional responsiveness, reducing levels of corruption, *building new democratic spaces for citizens, empowering local and disadvantaged voices*"²¹.

De ces points de vue, la libération des données aurait le potentiel d'approfondir nos démocraties, d'accroître le pouvoir d'agir des citoyens (notamment des plus défavorisés), et serait donc un outil de **transformation sociale**.

Croissance économique, innovation, emplois

Si les promesses d'émancipation citoyenne ont joué un rôle important dans l'élaboration du consensus autour de l'open data, les **revenus qu'on espérait en tirer** ont été déterminants dans sa traduction politique et son financement²². En permettant au secteur privé de gratuitement recouper des données publiques de manière à fournir de nouveaux services, la libération des données représente en effet un **fort potentiel économique**. Selon un rapport récent de la commission européenne²³ (qui, depuis les années 2000, commande régulièrement des études à ce sujet), entre 2016 et 2020, la taille du marché des données ouvertes devrait augmenter de 36,9 %, pour atteindre une valeur de 75,7 milliards d'euros en 2020. L'étude prévoit la création de 25,000 nouveaux emplois dans ce secteur sur la même période.

Naturellement, la séparation entre les justifications « économiques » et « démocratiques » n'est pas totalement hermétique: nombre d'utilisations de l'open data à vocation commerciale visent à être rentable tout en poursuivant un objectif de bien commun. Toutefois, chez ce second groupe, l'innovation sociale est plutôt entendue comme la **multiplication de nouveaux services au public**, flirtant parfois avec les philosophies libertariennes de désengagement étatique. L'horizon de transformation sociale est moins présent, les possibilités d'*empowerment* étant surtout individuelles (« je suis plus rapide dans mes déplacements, plus informé... »), et plus rarement sociales (dans le sens où on ne vise pas l'augmentation du pouvoir d'agir collectif de citoyens exclus jusqu'alors de la vie politique).

En fait, les **deux grands registres de justifications de l'open data se traduisent par des attentes aux administrations très différentes**. Là où les acteurs industriels et commerciaux imaginent une ouverture généralisée des données sous la houlette de la direction du développement économique et de l'emploi, les partisans de la transformation sociale appellent de leurs vœux une ouverture ciblée et surtout accompagnée des données, menée par exemple par la direction de la participation citoyenne en coopération avec des intermédiaires de données.

Si c'est la convergence de ces deux projets qui a rendu possible l'open data²⁴, cette ambiguïté originelle est donc à la fois **source de confusion** (en pratique, ces projets correspondent à deux formes distinctes de politiques publiques) et **source de déceptions** (surtout du côté des militants de la transparence et de l'empowerment, qui craignent que les espoirs économiques

¹⁸ Tiphaine Zetlaoui, « Les mirages technologiques de la transparence administrative », *Quaderni*, 2003, vol. 52, n° 1, p. 67-76.

¹⁹ *Data Revolution Report*, <http://www.undatarevolution.org/report/>, (consulté le 20 mai 2017). Voir aussi la open data charter « *Open data can also help meet global challenges such as poverty, hunger, climate change, and inequality.* » <http://opendatacharter.net/principles/>

²⁰ Tim Davies et Fernando Perini, « Researching the emerging impacts of open data: revisiting the ODDC conceptual framework », *The Journal of Community Informatics*, 21 juin 2016, vol. 12, n° 2.

²¹ J. Keserű et J. Kin-sing Chan, « The Social Impact of Open Data », art cit.

²² S. Goëta et C. Mabi, « L'open data peut-il (encore) servir les citoyens ? », art cit.

²³ Capgemini Consulting Worldwide et European Data Portal, *Creating Value through Open Data: Study on the Impact of Re-use of Public Data Resources*, <https://www.europeandataportal.eu/en/highlights/creating-value-through-open-data>, septembre 2015, (consulté le 31 juillet 2017).

²⁴ S. Goëta et C. Mabi, « L'open data peut-il (encore) servir les citoyens ? », art cit.



suscités par le « nouveau pétrole » finissent tout bonnement par reléguer les projets d'émancipation citoyenne au second plan²⁵).

I. L'OUVERTURE DES DONNÉES BÉNÉFICIE RAREMENT AUX POPULATIONS DÉFAVORISÉES ET PEUT MÊME LEUR NUIRE

Certains chercheurs ont soulevé l'aspect paradoxalement élitiste de l'open data, et son incapacité à satisfaire ses promesses initiales en matière d'*empowerment* des citoyens: la technicité des jeux de données²⁶, la mainmise des entreprises sur leur mise en forme et réutilisation, ainsi que le fait que la libération des données se limite à des informations qui ne comportent pas de dimension politiquement sensible²⁷ semblent empêcher une appropriation par les citoyens, notamment par les plus démunis.

La complexité et la non intelligibilité des jeux de données

« Ouvrir les données » ? à qui ?

Une critique communément adressée à l'open data cible la technicité des jeux de données et l'optimisme naïf consistant à croire que mettre des données en ligne suffit à les « ouvrir ».

Le « data divide » et l'élitisme paradoxal du mouvement open data

Si la mise en œuvre politique de l'open data s'arrête souvent à la mise à disposition du contenu en ligne, « l'accès », au sens large, implique en fait :

- De disposer de **ressources physiques** pour accéder aux contenus (ordinateur, smartphone),
- La capacité de les comprendre et de rendre les contenus utilisables (**littéracie des données**, ou « dataphabétisation »)
- De disposer de **ressources institutionnelles ou collectives** (pour disséminer le message et engager un maximum de personnes).

Or, tous ces éléments, qui sont déterminants dans l'appropriation des données par les citoyens, sont très inégalement répartis. M. Gurstein parle de *data divide*²⁸ : il y aurait une fracture entre ceux à qui on offre des opportunités d'accès à une utilisation efficace des données, et particulièrement des données ouvertes, et ceux qui n'ont pas ces opportunités. Paradoxalement, le mouvement ayant pour crédo « des données pour tous » serait en fait à **l'origine de nouvelles formes d'exclusion et de stratifications sociales** (entre 'data haves' et 'data have nots'),

²⁵ H. Yu et D.G. Robinson, *The New Ambiguity of « Open Government »*, *op. cit.*

²⁶ Samuel Goëta et Clément Mabi, « L'open data peut-il (encore) servir les citoyens ? », *Mouvements*, 23 septembre 2014, n° 79, n° 3, p. 81-91. voir notamment les paragraphes « Des infrastructures qui facilitent l'usage des données par un public large » et « Former les citoyens aux données »

²⁷ *Ibid.*

²⁸ L'expression s'inspire du digital divide (fracture numérique), qui désigne les inégalités face aux possibilités d'accès et de contribution aux réseaux, ainsi l'asymétrie de la distribution des bénéfices et capacités de développement offerts par les TIC. *A Data Divide? Data « Haves » and « Have Nots » and Open (Government) Data*, <https://gurstein.wordpress.com/2011/07/11/a-data-divide-data-%e2%80%99chaves%e2%80%9d-and-%e2%80%99chave-nots%e2%80%9d-and-open-government-data/>, 11 juillet 2011, (consulté le 24 juin 2017).



renforçant les inégalités traditionnelles. Ainsi, l'étude de T. Escher sur les utilisateurs de la plateforme d'open data *they work for us* révèle que par rapport à la moyenne des utilisateurs d'internet qui cherchent habituellement des informations politiques en ligne, ceux de cette plateforme d'open data sont plus masculins, plus éduqués (64% contre 47%), déjà plus actifs politiquement, plus âgés (37% ont plus de 55 ans contre 22%), et plus blancs.²⁹

On retrouve ici le même « paradoxe »³⁰ que dans le cas de la sharing Economy : Alors même que **les communautés défavorisées tireraient théoriquement le plus de bénéfices des nouvelles opportunités offertes, dans les faits, les utilisateurs de ces outils ont un capital socio-culturel très élevé.**³¹ Si cet enjeu a été identifié depuis longtemps et que la charte de l'open data adoptée par plus de 70 gouvernements et organisations en 2015 reconnaît qu'il faudra « peut-être » « lancer des initiatives de sensibilisation aux données ouvertes et de renforcement des capacités en matière d'utilisation efficace des données ouvertes »³², les mesures concrètes d'accompagnement au données tardent à être mises en place.

La transformation des données reste largement l'apanage d'entreprises

En accentuant la fracture numérique, la libération des données dégage un espace pour de nouveaux intermédiaires³³. Devant la complexité des contenus mis à disposition, plusieurs étapes sont nécessaires pour transformer les données brutes en produit actionnable et séparer la donnée de son usage initial administratif, bien éloigné des objectifs académiques ou citoyens³⁴. Le « caractère aléatoire de la pertinence et de la qualité des données publiques »³⁵ des données **contraint en fait au retraitement et au recroisement**. En fait, l'ouverture d'un certain jeu de données spécifique a peu de valeur en elle-même : c'est dans les possibilités de croisement entre différents jeux de données visant la production de nouvelles informations que l'open data puise sa force.

En conséquence, l'importance des « interprètes » (qui trient, analysent, simplifient, et créent des visualisations) croît. Comme le remarque très justement la sociologue E. Ruppert, « on pourrait croire à une forme plus démocratique dans laquelle chacun peut se faire sa propre analyse, alors même que cette analyse est arrangée et configurée par une autre sorte d'expert, sur laquelle il faut alors compter »³⁶.

Or, pour l'instant, c'est majoritairement les entreprises qui dominent cet espace³⁷. Que ce soit en dispensant les horaires, des informations sur des places de parking ou sur le café le plus proche sous forme ergonomique et simplifiée, les plates-formes qui agrègent et retravaillent les

²⁹ Tobias Escher, *Theyworkforyou.com: Analysis of users and usage for UK Citizens Online Democracy*, s.l., My Society.org, 05/11.

³⁰ Juliet B. Schor et al., « Paradoxes of openness and distinction in the sharing economy », *Poetics*, février 2016, vol. 54, p. 66-81.

³¹ *Ibid. Sharing economy, an opportunity for the poorest ? An exploratory study*, /en/Activities/Publications/2016/20161214DD, (consulté le 28 mai 2017).

³² « Nous veillerons à ce que les données puissent être obtenues et utilisées efficacement par le plus grand nombre d'utilisateurs. À cette fin, il faudra peut-être lancer des initiatives de sensibilisation aux données ouvertes et de renforcement des capacités en matière d'utilisation efficace des données ouvertes et faire en sorte que les citoyens et les représentants des collectivités, de la société civile et du secteur privé disposent des outils et des ressources nécessaires pour bien comprendre comment les ressources publiques sont utilisées. » *Principles*, <http://opendatacharter.net/principles/>, (consulté le 8 août 2017).

³³ Valérie Peugeot, « Ouverture des données dans les collectivités territoriales : ambitions, racines politiques et premiers effets ».

³⁴ Étienne Ollion, « L'abondance et ses revers. Big data, open data et recherches sur les questions sociales », *Informations sociales*, 20 juin 2016, n° 191, p. 70-79.

³⁵ Françoise Paquienéguy, *Open data. Accès, territoires, citoyenneté: des problématiques info-communicationnelles*, s.l., Archives contemporaines, 2016, 155 p.9

³⁶ *L'open data est-il un leurre politique ? Entretien avec Evelyn Ruppert*, <http://tempsreel.nouvelobs.com/rue89/rue89-le-grand-entretien/20140804.RUE5175/l-open-data-est-il-un-leurre-politique.html>, (consulté le 5 août 2017).

³⁷ Greg Sanders, « Mashup City - Tools for Urban Life and Urban Progress in the Internet Age » dans *Strengthening Communities with Neighborhood Data*, s.l., Rowman & Littlefield Publishers, Incorporated, 2017 voir aussi Bhuvanewari Raman, « The Rhetoric of Transparency and its Reality: Transparent Territories, Opaque Power and Empowerment », *The Journal of Community Informatics*, 4 avril 2012, vol. 8, n° 2. pour une analyse critique de l'appropriation de l'open data par des géants des TIC en Inde.



données gagnent en importance, souvent jusqu'à devenir incontournables. En tant que membre de l'alliance PSI (Public Sector Alliance), Google a par exemple mis en place sa propre plateforme de données publiques³⁸ et propose des outils de visualisation interactifs à destination des citoyens et des dirigeants.³⁹

Certes, ces nouveaux agencements opèrent un **déplacement du pouvoir vers le bas**, vers les utilisateurs. Il ne faudrait pourtant pas oublier que ce déplacement s'effectue **également vers le haut, vers les plateformes elles-mêmes**.⁴⁰ A. Courmont identifie bien l'importance de cet espace vide et les questions qu'il soulève : « L'acteur public doit-il laisser le champ à des entreprises privées au risque de se voir déposséder d'une situation d'intermédiaire ?⁴¹

Contre une majorité de promoteurs de l'open data pour qui on libère des données « neutres », on peut penser que la façon dont les données sont sélectionnées et mises en forme par les utilisateurs de premier rang (intermédiaires) fait au contraire appel à des décisions importantes⁴² et impacte quelles données vont être utilisées par les citoyens (souvent utilisateurs de rang 2) et de quelle manière. Comme le demande cyniquement G. Sanders : « Pourquoi un adepte de *pasta primavera* peut-il instantanément savoir où est le meilleur restaurant de pâtes à cinq minutes de marche tandis que les activistes peinent à trouver les informations les plus basiques pour avancer leurs causes ? (...) Les créateurs de logiciels préféreront-ils toujours rendre service aux gourmets connectés et addicts des médias ; les militants du progrès social sont-ils voués à se languir dans un désert technologique ? (...)»⁴³. Pour les entreprises de logiciels, les incitations à satisfaire les besoins informationnels de communautés militantes sont faibles par rapport à des marchés plus lucratifs⁴⁴.

De fait, il y a donc aussi un *divide* entre le nombre de technologies ciblant le marché de la grande consommation d'un côté et les technologies ayant pour vocation la revitalisation et l'autonomie de communautés marginalisées de l'autre. Emerge alors le risque de création de monopoles par certains « maitres de données », uniformisant l'interprétation faite des données.

La non pertinence des jeux de données libérées

« Ouvrir les données » ? Lesquelles ?

Des données dangereuses ? Boucles de rétroaction et stigmates

Des chercheurs comme E. Morozov invitent à mieux prendre en compte les effets « rebonds » que peuvent avoir des informations collectées dans un but et réutilisées dans un autre.⁴⁵ Outre un accès à l'open data qui reste peu inclusif en lui-même, on peut donc se demander quelles conséquences la publication de données urbaines peut avoir sur certains groupes vulnérables.

Discrimination, stigmatisme

La libération des données peut mener à la marginalisation et à la stigmatisation d'individus ou de groupes.

Certaines informations peuvent avoir un effet inattendu sur la réputation d'un quartier, d'un groupe ou d'un individu. Récemment par exemple, en février 2017 à Chicago, les noms d'élèves handicapés ayants reçus des services d'éducation spécialisée (rééducation orthophonique,

³⁸ <https://www.google.com/publicdata>

³⁹ Jo Bates, « "This is what modern deregulation looks like": co-optation and contestation in the shaping of the UK's Open Government Data Initiative », *The Journal of Community Informatics*, 4 février 2012, vol. 8, n° 2.

⁴⁰ Stéphane Frenot et Stéphane Grumbach, *Des données à l'intermédiation, une révolution économique et politique*, s.l., De Boeck, 2014.

⁴¹ A. Courmont, « Open data et recomposition du gouvernement urbain », art cit.

⁴² « L'open data est-il un leurre politique ? Entretien avec Evelyn Ruppert », art cit.

⁴³ G. Sanders, « Mashup City - Tools for Urban Life and Urban Progress in the Internet Age », art cit.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Evgeny Morozov et Marie-Caroline Braud, *Pour tout résoudre cliquez ici - l'aberration du solutionnisme technologique*, Limoges, FYP EDITIONS, 2014, 352 p. p. 79



soutien scolaire, médiation) apparaissaient dans des sets de données censés permettre aux citoyens de mieux comprendre les différentes dépenses de la ville de Chicago⁴⁶. Suite aux questions des journalistes, les contenus ont rapidement été retirés du portail de données. Les parents, juristes et médias y voyaient une violation grave de la vie privée et craignaient la stigmatisation de leurs enfants⁴⁷. Quand on se souvient des menaces de mort⁴⁸ reçues par les soutiens d'une proposition visant à abolir le mariage entre personnes de même sexe dans la fameuse affaire *eightmaps* - leurs noms avaient été publiés en ligne dans le contexte d'une politique d'ouverture des données sur les donations⁴⁹ - on ne peut qu'approuver la décision de la mairie de Chicago de retirer ces informations du web. Si la plupart des administrations anonymisent désormais leurs données de manière à rendre impossible l'identification d'individus particuliers (anonymisation, remplacement de l'adresse exacte par le carrefour de rue le plus proche... etc), les groupes, communautés et quartiers restent concernés par ces risques réputationnels.

La libération des données peut donc profondément impacter et compromettre la vie de certaines personnes. Outre le désagrément intrinsèque (pour un groupe ou une personne) d'un stigmate, notons que la mise en visibilité d'un phénomène perçu comme « négatif » peut contribuer à l'empirer et donner lieu à des boucles de rétroaction.

Boucles de rétroaction et reproduction des relations sociales

La libération des données peut accentuer le phénomène mesuré initialement. On peut penser aux polémiques entourant la publication de palmarès des lycées⁵⁰ et des classements des autoécoles. Au-delà d'une mise en compétition parfois excessive, les détracteurs de ces comparaisons publiques craignent un renforcement des inégalités du fait du choix des « bons » élèves d'éviter les institutions mal classées. L'exemple des cartes de crimes est encore plus parlant : étiqueter un endroit comme lieu avec un haut risque de criminalité impacte directement toute une série d'autres indicateurs socioéconomiques, tels que les valeurs de l'immobilier⁵¹, l'envie de travailleurs qualifiés de s'y installer ou d'y envoyer leurs enfants à l'école⁵²... impactant en retour la criminalité de celui-ci. Ainsi, le criminologue J. Braithwaite affirme que la stigmatisation d'un groupe peut être en lien direct avec l'émergence de sous-cultures criminelles⁵³. C'est un phénomène auquel la théorie sociologique et criminologique du *labeling* (« étiquetage ») donne toute son ampleur. Cette approche étudie la manière dont les labels utilisés pour décrire et classer les individus influence leurs comportements effectifs, notamment par des mécanismes de prophéties autoréalisatrices et de recherche de reconnaissance sociale au sein de collectifs. Dans une étude sur les conséquences des « cartes de la criminalité », Le professeur de justice pénale J.H. Ratcliffe applique l'approche du *labeling* aux espaces (« spatial labelling »⁵⁴) et décrit comment les catégories dévalorisantes que nous apposons aux quartiers contribue à leur nuire. Enfin nous avons rencontré dans

⁴⁶ *CPS privacy breach bared confidential student information* | *Chicago Sun-Times*, <http://chicago.suntimes.com/news/cps-privacy-breach-bared-confidential-student-information/>, (consulté le 5 septembre 2017).

⁴⁷ "particularly sensitive information about students — whether health information, special education information, disciplinary information — could be used to discriminate against their child"

⁴⁸ *Google Map: Intimidation or conversation starter?*, <http://www.wnd.com/2009/02/88616/>, (consulté le 28 mai 2017).

⁴⁹ En 2008, les Californiens ayant versé de l'argent en soutien à la proposition 8 - visant à interdire le mariage homosexuel - ont trouvé leur identité et leur lieu de résidence indexés sur une carte en ligne accessible à tous (la loi californienne oblige les bénéficiaires de dons supérieurs à \$100 doivent publier l'identité et l'adresse du donateur). Suite à la publication de ces cartes en ligne, plusieurs donateurs ont reçu des menaces de mort et subis des problèmes en milieu professionnel allant jusqu'à des pertes d'emploi Auralice Graft, Stefaan Verhulst et Andrew Young, *Eight maps - the unintended negative consequences of open data*, s.l., 2016. Egalement discuté dans Morozov, p. 71

⁵⁰ Wendy Espeland et Michael Sauder, « Rankings and Diversity », *Southern California Review of Law and Social Justice*, 2009 2008, vol. 18, p. 587.

⁵¹ Keith Ihlanfeldt et Tom Mayock, « Panel data estimates of the effects of different types of crime on housing prices », *Regional Science and Urban Economics*, 1 mai 2010, vol. 40, n° 2, p. 161-172.

⁵² Jerry H. Ratcliffe, « Damned If You Don't, Damned If You Do: Crime Mapping and its Implications in the Real World », *Policing and Society*, janvier 2002, vol. 12, n° 3, p. 211-225.

⁵³ John Braithwaite, « Criminological theory and organizational crime », *Justice Quarterly*, 1 septembre 1989, vol. 6, n° 3, p. 333-358.

⁵⁴ J. H. Ratcliffe, « Damned If You Don't, Damned If You Do », art cit.



l'étude de l'Iddri sur le crowdsourcing urbain ces mêmes effets possibles avec les outils de signalement de problèmes sur l'espace public (infrastructure endommagée, propreté, graffiti...) comme FixMyStreet : le signalement de beaucoup de problèmes et sa mise en visibilité sur une carte peuvent être perçus comme négatifs pour un quartier, alors même qu'il peut être le signe d'une participation active.

La fiabilité de l'information peut ainsi être affectée : en 2011, 11% des 3000 citoyens sondés par l'entreprise d'assurance Direct Line déclarent ne pas signaler les crimes dont ils sont témoins dans leur quartier, de peur de faire baisser la valeur immobilière de leur maison⁵⁵. Comme l'explique David Hand, professeur de mathématiques au Imperial College London: « *the very act of publishing the data will influence the quality of future data* »⁵⁶. Or, il est difficile pour une ville ou pour une région de pallier à des problèmes si ceux-ci ne sont plus reportés.

Ainsi, les données nouvellement accessibles, loin de se contenter de refléter des phénomènes sociaux, peuvent également les influencer en retour, et ce de manière plus ou moins prévisible. La donnée produit un effet propre au contexte dans laquelle elle est libérée, et il faut analyser ce contexte pour décider de quelles données doivent être ouvertes, sans doute en concertation avec les personnes concernées. Comme le souligne E. Morozov, il serait naïf de penser que la « transparence donne sans jamais reprendre »⁵⁷.

A quelles conditions l'open data conduit à des boucles de rétroaction ?

Principe de base : la donnée affiche des écarts à la moyenne de certaines zones géographiques, certains services publics ou types de population, etc. Cela est synonymes de possibles stigmatisation & dévalorisation

Mécanisme : la donnée va être utilisée dans un processus de choix # Choix d'un service public (école, hôpital...)
Choix de localisation de son logement, de son activité économique # Choix de participer à un programme social ou politique

Cela s'incarne dans une logique plus générale de transparence et de concurrence (libéralisme)

Cela n'est pas forcément négatif mais à certaines conditions : # Le cadre de régulation des choix limite les effets trop déstabilisateurs (ex. carte scolaire)
Des capacités à agir pour inverser ce résultat sont fournies aux acteurs touchés (ex. aide aux écoles en difficulté, travail social dans les zones à forte criminalité) et sont suffisamment publicisées
Des précautions d'usage des résultats de l'open data sont affichées (ex. un nombre important de signalement dans un quartier peut signifier une forte vitalité citoyenne et non un problème)
Des capacités de mobilisation sociale pour demander une action publique sont disponibles

⁵⁵ *Crime maps 'hit reporting of crime'*, <https://www.ft.com/content/c6b65e3e-aca2-11e0-a2f3-00144feabdc0>, (consulté le 21 mai 2017). Et Steve Gibbons, *Crime nudge*, <http://spatial-economics.blogspot.com/2011/07/crime-nudge.html>, (consulté le 28 mai 2017).

⁵⁶ David Hand, « Open data is a force for good, but not without risks », *The Guardian*, 10 juill. 2012p.

⁵⁷ E. Morozov et M.-C. Braud, *Pour tout résoudre cliquez ici - l'aberration du solutionnisme technologique*, op. cit. p. 89



Des données sans intérêt ? Des contenus politiquement peu sensibles

Au-delà des difficultés concernant la forme des données, leur complexité inhérente, certaines remettent en question la nature même des données libérées. Les chercheurs E. Morozov, S. Goeta, C. Malbi ou H. Yu par exemple reprochent aux gouvernements de **délibérément empêcher la publication de données sensibles** tout en se cachant derrière l'étiquette vendeuse de l'open data. H. Guillaud rappelle qu'un programme de libération des données peut être un bon moyen de faire preuve de sa modernité sans pour autant publier des répertoires de données intéressants⁵⁸. Les informations libérées étant souvent « neutres », elles constitueront difficilement la base d'un véritable contre-pouvoir. Les affaires Wikileaks et Snowden ont été l'occasion de s'apercevoir que même dans un des pays pionnier de l'open data, les données qui ont le plus d'impact politique sont *celles qui sont dérobées illégalement*. De même, le fait que des politiques d'open data soient implémentées dans plusieurs pays peu démocratiques atteste de la possibilité d'être « open » sans pour autant être transparent ou démocratique. Comme le notent H. Yu et D.G. Robison, les villes hongroises de Budapest et Szeged ont toutes les deux mis en place des portails de données en ligne réutilisables comprenant, notamment, les informations sur les transports, sans que cela ne garantisse pour autant la transparence générale du gouvernement hongrois.⁵⁹ En bref, **la multiplication des données ne donne pas forcément lieu à un surcroît de savoir**, car « Big data ne veut pas toujours dire rich data »⁶⁰.

Au vu de ces éléments, la question se pose de savoir si les politiques actuelles d'open data n'offrent des opportunités de développement qu'aux acteurs dominants. Ne sont-elles bonnes qu'à *empower the empowered*⁶¹ selon la fameuse formule du sociologue Michael Gurstein ?

La chercheuse V. Peugeot dresse le bilan provisoire de l'impact de la libération des données, « à mille lieux des ambitions sociales de la participation », où *l'empowerment* est convoqué au mieux dans le champ politique mais jamais dans le champ social, les objectifs de transformation radicale ou de réduction des inégalités étant totalement en arrière-plan. Au final, il se pourrait bien que l'open data participe d'un mouvement d'externalisation de fonctions de services publics⁶² vers des acteurs du privé (ou vers des citoyens rendus « autonomes et entrepreneurs »), au défi de toute logique de redistribution sociale⁶³. On peut, avec elle, se poser la question de savoir dans quelle projet la libération des données s'inscrit : projet néoconservateur de dérégulation⁶⁴, ou projet de de gouvernance des biens communs informationnels ? Si initialement, c'est la convergence entre à la fois les projets de croissance économiques et ceux de transformation sociale qui ont permis l'essor de l'ouverture des données, les premiers semblent clairement l'avoir emporté sur les seconds.

II. VERS DES DONNÉES ACTIONNABLES ?

La libération des données est-elle vouée à exclure encore d'avantage les exclus ou pourrait-elle, dans d'autres conditions, aller dans le sens d'une réduction des asymétries d'information et rendre plus visibles les voix marginalisées, comme ses instigateurs ne cessent de le professer ?⁶⁵

⁵⁸ InternetActu.net, *L'avenir de la réutilisation des données publiques*,

<http://www.internetactu.net/2011/07/27/lavenir-de-la-reutilisation-des-donnees-publiques/>, (consulté le 5 août 2017).

⁵⁹ H. Yu et D.G. Robison, *The New Ambiguity of « Open Government »*, *op. cit.*

⁶⁰ É. Ollion, « L'abondance et ses revers. Big data, open data et recherches sur les questions sociales », art cit.

⁶¹ M.B. Gurstein, « Open data », art cit.

⁶² J. Bates, « "This is what modern deregulation looks like" », art cit.

⁶³ V. Peugeot, « L'ouverture des données publiques », art cit.

⁶⁴ J. Bates, « "This is what modern deregulation looks like" », art cit.

⁶⁵ On peut noter la création, cette année, d'un "data justice lab" à l'université de Cardiff, qui étudiera les dynamiques de pouvoir à l'œuvre dans notre ère des données et les tensions entre justice sociale et la « dataification » de nos sociétés, visant à répondre à ce genre d'interrogations.



Tout d'abord, faire face aux concentrations de pouvoir émergentes **implique d'en finir avec le consensus de façade** autour de la libération des données et répondre ouvertement aux questions : *pourquoi* ouvre-t-on les données, et surtout, *pour qui* ?

Ici, la distinction établie par D. Heald⁶⁶ entre la transparence comme valeur intrinsèque et comme valeur instrumentale, c'est-à-dire comme moyen d'atteindre un but souhaitable, peut s'avérer utile : elle permet de réfléchir à « l'après » de la mise en ligne des données. Approcher les données comme instrument pour atteindre d'autres objectifs -et non pas comme fin en soi- est crucial, car cela impacte la conception que nous pouvons avoir d'une politique d'open data réussie. Si ce n'est plus la quantité de données mises en ligne qui est importante, mais *qui* les utilise et *comment*, **l'open data ne consiste plus simplement à mettre à disposition les données mais aussi à les retravailler pour qu'elles puissent répondre à d'autres usages**⁶⁷. La fameuse *data revolution*⁶⁸, comme l'écrivent les chercheurs de Harvard et du MIT dans leur papier *Reinventing Community Engagement and Empowerment in the Age of Data*, n'est **pas à concevoir comme une évolution technique et institutionnelle vers des données de plus en plus nombreuses, accessibles, et précises** (une révolution *des* données) mais plutôt comme une **révolution sociale, faite grâce aux données et via des citoyens**.⁶⁹ Face aux obstacles de la complexité (obstacles de forme) et de la nature parfois peu adaptée des données pour les citoyens (obstacles de fond), les infomédiaires et les *citizen generated data* apportent des éléments de réponse.

Les infomédiaires

Besoins de médiation

L'essor du numérique, des données et des plateformes est généralement analysée comme « désintermédiation »⁷⁰ de l'économie ; les citoyens devenus autonomes pouvant désormais consommer, s'organiser et échanger entre eux de manière autonome grâce aux outils numériques. Il n'est d'ailleurs pas rare d'entendre que cette disparition progressive des intermédiaires doit aller de pair avec un amoindrissement de la fonction de puissance publique. Or, comme le fait remarquer E. Ruppert et comme il a été discuté précédemment, dans les faits, il y a seulement un transfert vers un autre type d'experts, car la complexité des données et les ressources nécessaires pour les réutiliser présupposent une mise en forme par un intermédiaire⁷¹. Ainsi, l'ouverture des données ne fait que « déplacer la médiation et l'expertise vers les détenteurs d'un certain capital technologique »⁷². De même, le Conseil National Numérique (CNNum) estime que la « quasi-totalité des services, que ceux-ci soient fournis par des acteurs publics ou dans le secteur privé, va dans l'avenir avoir de plus en plus besoin de médiations humaines avec les usagers »⁷³. Dans son rapport, *Citoyens d'une société numérique*, il explique que, loin de se limiter à une fonction sociale transitoire, **la « médiation de données » est une partie essentielle de l'accompagnement au numérique, destiné à prendre plus d'ampleur à long terme.**

Ces affirmations se confirment dans les faits. De manière générale, une donnée est rarement actionnable lorsqu'elle existe à l'état purement numérique sur une plateforme

⁶⁶ David Heald, « Transparency as an Instrumental Value » dans Christopher Hood et David Heald (eds.), *Transparency: The Key to Better Governance?*, s.l., British Academy, 2006, p. 58-73.

⁶⁷ Antoine Courmont, « Open data et recomposition du gouvernement urbain : de la donnée comme instrument à la donnée comme enjeu politique », *Informations sociales*, 20 juin 2016, n° 191, p. 40-50.

⁶⁸ « Data Revolution Report », art cit.

⁶⁹ « *Beyond Data Literacy: Reinventing Community Engagement and Empowerment in the Age of Data* », <http://datapopalliance.org/item/beyond-data-literacy-reinventing-community-engagement-and-empowerment-in-the-age-of-data/>, (consulté le 29 juillet 2017).

⁷⁰ Simon Chignard, *L'open data renforce-t-il le risque de désintermédiation ?*, <https://donneesouvertes.info/2013/05/20/lopen-data-renforce-t-il-le-risque-de-desintermediation/>, 20 mai 2013, (consulté le 10 août 2017).

⁷¹ « L'open data est-il un leurre politique ? Entretien avec Evelyn Ruppert », art cit.

⁷² *Ibid.*

⁷³ Conseil National du Numérique, *Citoyens d'une société numérique - Accès, Littératie, Médiations, Pouvoir d'agir : pour une nouvelle politique d'inclusion*, s.l.



gouvernementale. L'adaptation des formats est cruciale, et va de la simplification à traduction ou à un ancrage dans le monde physique via le retour au formats papier. Le collectif new yorkais *596 acres*, qui indexe les espaces publics vacants sur une carte grâce aux données ouvertes⁷⁴ par exemple, doit son succès aux pancartes en carton placées sur chaque parcelle, arborant un grand « this is your land » pour inviter les habitants à visiter le site web et rencontrer d'autres voisins disposés à aménager l'espace ensemble pour le rendre au quartier⁷⁵. Au-delà de la simplification et de la mise en forme des données, on observe donc que le présentiel est également un critère de succès⁷⁶.

L'exemple du National Neighborhood Indicators Partnership aux Etats Unis

Outre les entreprises et les chercheurs, on peut imaginer d'autres types d'acteurs ayant un rôle d'intermédiaires dans la « chaîne de distribution des données », qui pourraient cibler en priorité les perdants du « data divide ». Aux USA, on a vu l'apparition d'organisations non lucratives intervenants dans des quartiers à bas revenus pour accompagner les collectifs et associations locales à un usage des données en leur faveur⁷⁷.

Nombre d'entre elles sont reliées par un réseau, le **National Neighborhood Indicators Partnership** (Partenariat national pour des indicateurs de quartiers) ayant pour crédo : « *Strengthening Communities with Neighborhood Data* ». Ce réseau d'intermédiaires locaux de la donnée cible prioritairement les quartiers défavorisés et les ménages à faibles revenus. C'est une initiative du think tank *Urban Institute*, datant de 1996 (à son lancement, l'axe principal de programme était la démocratisation de l'information). Le NNIP a l'objectif d'améliorer la vie des habitants de quartiers démunis en leurs enseignant (ainsi qu'aux dirigeants d'associations et administrations locales) comment de servir de données les concernant. Le réseau organise l'échange de meilleurs pratiques entre organisations membre, et soutient la création de nouveaux intermédiaires de données (il a d'ailleurs récemment publié un guide illustrant comment devenir un « intermédiaire de données local »⁷⁸). Le réseau rassemble des institutions de nature et de taille très différentes (un tiers d'organisations à but non lucratif, un tiers de centres universitaires, des associations, des projets municipaux), financés de manière tout aussi différente (une majorité sont financés par des gouvernements locaux et des petites fondations, mais il y aussi des donations privées, mécénat, revenus issus de contrats, subventions étatiques...etc) dans une trentaine de villes.

Les organisations doivent avoir les fonctions suivantes pour intégrer le réseau⁷⁹ :

- *Collecter et mettre à jour* une base de données issues de plusieurs sources, sur une variété de sujets (santé, scolarité, revenus disponibles, durées de transport... etc), mais concernant un endroit précis (données « locales »)

⁷⁴ Paula Segal, « From Open Data to Open Space: Translating Public Information Into Collective Action », *Cities and the Environment (CATE)*, 8 octobre 2015, vol. 8, n° 2.

⁷⁵ En tout, le collectif a indexé sur une carte en ligne 660 acres (l'équivalent de 1320 hectares) répartis sur 1800 endroits dans toute la ville, majoritairement dans les quartiers les plus pauvres. En trois ans, ils ont obtenus 32 autorisations d'accès à des espaces publics vacants pour les transformer en espaces communautaires (jardin publics, ateliers, rencontres). La plateforme permet à différents acteurs intéressés par la revitalisation de parcelles abandonnées d'entrer un contact. collectif 596 acres assiste les groupes durant les négociations avec les mairies d'arrondissement et fournit un soutien technique. Régulièrement, des rencontres sont organisées entre les différentes initiatives pour partager les meilleures pratiques et se conseiller réciproquement.

⁷⁶ Comme le note la FING, La physicalisation de données est une manière de représenter physiquement des données et représente une technique très ancienne et efficace de médiation aux données http://fing.org/IMG/pdf/Plaqueette_Infolab.pdf

⁷⁷ Sarah Treuhart, « The Democratization of Data: How the Internet is Shaping the Work of Data Intermediaries », *Institute of Urban & Regional Development*, 1 janvier 2006.

⁷⁸ Leah Hendey et al., *NNIP's Guide to Starting a Local Data Intermediary*, <https://www.urban.org/research/publication/nnips-guide-starting-local-data-intermediary>, 7 juin 2016, (consulté le 8 septembre 2017).

⁷⁹ Build and operate an information system with recurrently updated data on neighborhood conditions across topics; facilitate and promote the direct practical use of data by community and government leaders in community building and local policymaking; and emphasize the use of information to build the capacities of institutions and residents in distressed neighborhoods. G. Thomas Kingsley, Claudia J. Coulton et Kathryn L. S. Pettit, *Strengthening Communities with Neighborhood Data*



- Diffuser les données en adaptant les formats de diffusion aux populations ciblées. Dans un contexte d'adaptation des données aux contextes locaux, cinq centres du réseau traduisent par exemple leurs données en espagnol⁸⁰.
- Catalyser des nouvelles formes de collaboration : les statistiques sont un carrefour disciplinaire ou de rencontres inédites peuvent être favorisées (mathématiciens, sciences sociales, gestion, militants, artistes)

Parmi les membres de ce réseau, on peut par exemple citer la *BNIA-Baltimore Neighborhood Indicators Alliance* « *Integrating Data to Advance Equity in Baltimore* »⁸¹. Un des projets de ce groupe est l'interface « vital signs »⁸², qui collecte une série d'indicateurs censés « prendre le pouls » de la qualité de vie dans différents quartiers et les affiche sur une plateforme open source dans différents formats pour des associations et dirigeants locaux. Pour décider des indicateurs choisis, la BNIA a rassemblé des habitants de différents quartiers en posant les questions suivantes : « Si vous quittiez votre quartier, comment aimeriez-vous le retrouver dans 10 ans ? » et « quels indicateurs peuvent nous aider à voir si nous allons dans la bonne direction ? » Ainsi, des multitudes de sets de données brutes issues de sources diverses sont regroupées géographiquement et transformées en « indicateurs » sociaux. Chaque année, le *Baltimore Data Day*⁸³ regroupe les associations, communautés et dirigeants locaux de la ville pour leur enseigner à se servir des données pour avancer leurs causes, identifier des problèmes et surveiller leur évolution, dans des workshops pratiques tels que (« que révèlent les indicateurs vital signs sur votre quartier » ou « utiliser geoloom ») ou plus généraux (« des données pour plus d'équité »).

En un mot, ce genre d'institution transforme des *big data* en *small data*, c'est-à-dire des données pertinentes adaptées à la compréhension humaine⁸⁴. Les intermédiaires **combler l'écart entre l'utilité théorique des données pour les communautés et leur usage effectif**, et leur soutien financier apparaît nécessaire pour une politique inclusive d'ouverture des données. Ce genre d'institutions est pourtant encore très peu répandu en France, avec, comme exceptions, *Data for Good*, une communauté de 300 volontaires (data scientists, développeurs, designers ou project managers) dédiant 4 à 12h par semaine au service d'une cause sociale, ou encore l'école des données, qui existe depuis 2013, la traduction française de la School of Data. Cette initiative de l'Open Knowledge Foundation part du constat que la société civile pourrait bénéficier grandement des promesses de l'Open Data mais qu'elle ne dispose pas des compétences requises pour comprendre les données. Elle propose des workshops, des cours en ligne et des « expéditions de données » entraînant au maniement avec les données. La coopérative française Dataactivist a également fait son apparition en proposant des services pour ouvrir et rendre utile les données. En avril 2017, une expédition de données dans le 18^{ème} arrondissement de Paris en partenariat avec la CAF s'articulait autour des besoins des parents face à l'épanouissement de leurs enfants au collège, et a notamment aboutie à une carte des offres d'accompagnement aux relations parents-école existantes dans le quartier⁸⁵.

L'open data comme réinvestissement de la puissance publique ?

La FING fait partie des acteurs qui ont très tôt identifié ces enjeux, conseillant aux administrations « d'imaginer des infrastructures sociales »⁸⁶ en plus des infrastructures techniques pour une politique d'ouverture des données réussies. Dans son *Guide pratique de l'ouverture des données publiques territoriales*, elle conseille l'instauration de modalités

⁸⁰ S. Treuhaft, « The Democratization of Data », art cit. p. 41

⁸¹ <http://bniajfi.org/>

⁸² http://bniajfi.org/vital_signs/

⁸³ http://bniajfi.org/data_day/

⁸⁴ « Beyond Data Literacy », art cit.

⁸⁵ *Donner envie d'apprendre et de réussir, valoriser les capacités, aider aux devoirs, trouver un stage de 3è etc : ce qu'a révélé l'expédition de données sur le thème de la relation parents-école pendant les années collège.*, <https://fr.okfn.org/2017/04/27/donner-envie-dapprendre-et-de-reussir-valoriser-les-capacites-aider-aux-devoirs-trouver-un-stage-de-3e-etc-ce-qua-revele-lexpedition-de-donnees-sur-le-theme-de-la-relat/>, 27 avril 2017, (consulté le 10 août 2017).

⁸⁶ *Guide pratique de l'ouverture des données publiques territoriales en version beta, à commenter et enrichir - Fondation Internet Nouvelle Génération*, <http://fing.org/?Guide-pratique-de-l-ouverture-des>, (consulté le 9 août 2017).



d'accompagnement de la réutilisation, des formes d'animation de la communauté des ré-utilisateurs, ainsi que la facilitation des modes de partage entre ré-utilisateurs ». La conférence organisée par la FING en 2017 [Data Literacy](#) montre l'implication de nombreux acteurs sur cette question encore émergente.

De fait, en l'absence d'un accès à d'internet et de matériel informatique pour tous, de formations au numérique et aux données, de capacités organisationnelles permettant de transformer les informations en actions et demandes concrètes, il est peu probable que les politiques de données ouvertes aient un impact positif quelconque sur la justice sociale, et même possible qu'elles en aient un négatif⁸⁷.

Dans cette perspective, il revient en fait à l'acteur public de « favoriser la mise en contact des acteurs entre eux », de « faire valoir les besoins et les manques de services identifiés, voire d'influencer l'orientation du développement des services (par des concours, des formes d'animation ou de soutien spécifique) »⁸⁸. M. Gurstein, un des chercheurs qui met en garde contre l'émergence du data divide, propose ainsi d'allouer 10% de l'argent investi dans les politiques d'open data à la médiation de données ciblée pour les plus défavorisés⁸⁹.

Si les intermédiaires sont indispensables à des réutilisations « sociales » des données ouvertes, alors **l'open data doit peut-être plus être envisagé comme un réinvestissement de la puissance publique qu'un désinvestissement**⁹⁰.

Ce que nous pouvons apprendre des citizen generated data

Si la création et le soutien de médiation des données résout partiellement le problème de l'accessibilité effective des données, c'est-à-dire la question « à qui » on souhaite ouvrir les données, la question de la nature des données elles-mêmes reste irrésolue (« quelles données ?»). Il est intéressant de constater que dans le cas de la plateforme de vital signs par exemple, la première étape a consisté à déterminer le genre d'informations souhaitées, et de diversifier les sources pour les obtenir. A ce titre, il est éclairant d'observer de plus près les données issues de démarches plus contributives, co-générées par les citoyens.

Inclure les citoyens dans la création de données

Ces dernières années, le phénomène des « citizen generated data »⁹¹ ou de crowdsourcing⁹² a pris de l'ampleur. L'idée est que les données soient produites directement par des citoyens ou des organisations. Ce phénomène se distingue de données que les usagers génèrent indirectement ou à leur insu sur les réseaux sociaux par exemple.

Ces procédés alternatifs peuvent représenter un intérêt social, autant par les moyens mis en œuvre pour créer les données (savoirs et cohésion de groupe augmentés, vecteurs de puissance d'agir collective) que par le résultat obtenu à la fin (c'est-à-dire des données d'intérêt pour la justice sociale qui n'existaient pas auparavant). Comme le montre K. Ermoshina, la construction de cartes citoyennes par exemple, est « *empowering* » à deux égards : premièrement, grâce aux données produites, les citoyens peuvent faire ressortir/dénoncer des dimensions spécifiques de la ville : comme un espace cyclable, culturel ou touristique, « mais aussi à travers ses problèmes, anomalies, incidents, pannes », comme « un espace de la critique sociale »⁹³. Par ailleurs, le **processus de création des données en lui-même** peut contribuer à renforcer le pouvoir d'agir des participants : créer « sa » représentation des choses via des données, c'est se réapproprié une situation en passant du rôle de consommateur à celui de producteur de données, ne plus être l'objet d'une information mais le sujet. Nous avons proposé dans le policy brief Iddri

⁸⁷ M.B. Gurstein, « Open data », art cit.

⁸⁸ « Guide pratique de l'ouverture des données publiques territoriales en version beta, à commenter et enrichir - Fondation Internet Nouvelle Génération », art cit.

⁸⁹ « A Data Divide? », art cit.

⁹⁰ V. Peugeot, « L'ouverture des données publiques », art cit.

⁹¹ Wilson, C. Rahman, Z., *Citizen-Generated Data and Governments: Towards a Collaborative Model*, s.l., 2015.

⁹² Voir les travaux de l'Iddri sur le [crowdsourcing urbain](#)

⁹³ K. Ermoshina, « Démocratie ubiquitaire », art cit.



« Crowdsourcing : un mode d'emploi pour les villes » une grille permettant de vérifier les conditions de mise en œuvre qui vont permettre véritablement d'assurer un bénéfice en termes d'encapacitation.

Quelques exemples internationaux : le lancement de la plateforme HARASSmap, une carte indexant les témoignages de harcèlement en Egypte, permet d'une part la création d'un « problème public » et la mise en visibilité d'un phénomène social dans la sphère politique. D'autre part, cette application signifie aux utilisatrices que leur témoignage, habituellement discrédités par les autorités, compte et qu'elles sont nombreuses à affronter ces situations dans leur lieu de vie quotidien. On peut aussi citer l'exemple des travailleurs des restaurants du quartier chinois de San Francisco⁹⁴. Avec l'aide d'une équipe de chercheurs, une trentaine de travailleurs ont créé des questionnaires et interrogés plus de 400 employés pour dénoncer la précarité des conditions de travail, obtenant un renforcement des obligations législatives envers les restaurateurs par la ville de San Francisco⁹⁵. A l'issue du projet, les participants ont affirmé ressortir de ce projet avec une sensation de pouvoir accru sur leur destinée, et le sentiment d'être mieux préparé face à des situations d'exploitation à l'avenir.

Toutefois, la production de données est encore moins inclusive que la lecture de données, présupposant en ensemble de ressources organisationnelles, financières et techniques pas à portée de tous. Les dispositifs de co-création de données à visée sociale nécessitent donc un accompagnement adéquat.

Construire un écosystème de données

Si nous abordons ces pratiques ici, c'est parce qu'elles révèlent des limites de l'open data tout en amorçant des solutions. En fait, les données produites par des citoyens permettent de déplacer le focus des demandes pour plus de « transparence » **vers ce qui est (ou ce qui n'est pas) mesuré, et les choix politiques derrière**. On passe de la question « qui doit voir une certaine information ? » à « que mesure-t-on et dans quel but »⁹⁶ ?

Paradoxalement, la nouvelle abondance des données via l'open data attire donc indirectement l'attention sur les données qui n'existent pas, celles qu'aucun gouvernement ne prend la peine de mesurer. A ce titre, on peut citer l'exemple du projet des *Migrant files*, une coalition de journalistes et chercheurs qui souhaitait rendre public le nombre de migrants morts sur leur chemin en Europe. Face au manque de données disponibles, ceux-ci ont dû faire le travail d'investigation eux même : « initialement, nous pensions avoir à structurer des informations existantes pour raconter une histoire [à propos des décès des migrants] (...) mais nous avons rapidement remarqué qu'il y avait beaucoup plus en jeu, que l'histoire qu'on allait raconter n'était pas à propos des données que nous avions, mais à propos de celles que nous n'avions pas »⁹⁷.

D'une part, les données citoyennes révèlent donc la nature nécessairement artificielle et/ou partiellement aléatoire des processus d'élaboration de données étatiques et mettent à mal leur image politiquement « neutre ». D'autre part, elles « compensent » et complètent les données ouvertes et constituent un maillon d'une chaîne de données utile aux citoyens. En effet, il ne s'agit pas de dénigrer l'open data en l'opposant au mouvement de production contributive de données, mais bien d'étudier comment ces deux phénomènes peuvent se compléter pour constituer la base d'un écosystème de données actionnables pour plus de justice sociale.

Les données citoyennes, qui sont construites en réaction aux limites inhérentes aux données ouvertes, agissent en retour sur ces dernières, comme l'a expliqué J. Gabrys en théorisant les

⁹⁴ Meredith Minkler et al., « Using community-based participatory research to design and initiate a study on immigrant worker health and safety in San Francisco's Chinatown restaurants », *American Journal of Industrial Medicine*, avril 2010, vol. 53, n° 4, p. 361-371.

⁹⁵ Federal Reserve Bank of San Francisco and the Urban Institute, *Empowerment: How workers in San Francisco's chinatown harnessed data for community change*, <http://www.whatcountsforamerica.org/empowerment>, (consulté le 6 août 2017).

⁹⁶ alan, *Citizen-Generated Data and Governments*, op. cit.

⁹⁷ Jonathan Gray, Danny Lämmerhirt et Liliana Bounegru, *Changing What Counts: How Can Citizen-Generated and Civil Society Data Be Used as an Advocacy Tool to Change Official Data Collection?*, Rochester, NY, Social Science Research Network, 2016. p. 22 citation originale « we originally thought that we would structure existing information in order to geolocate it to have mortality rates by group and tell a story but then we realized that there is something more to it and that the story was not about the data we have but about the data we didn't have »



*just good enough data*⁹⁸. Les données « tout juste suffisantes » (dans le sens où elles sont assez fiables pour être crédibles et attirer l'attention sur un phénomène, mais pas assez pour être reprises telles quelles par le gouvernement et les médias institutionnels), obligent les administrations à créer des nouvelles données. Avec S. Chignard, on peut souhaiter l'évolution de la chaîne unidirectionnelle des données (sous la forme source-intermédiaire-utilisateurs) vers un « écosystème des données » où l'administration et les citoyens décident ensemble, via un système de feedback et de cogénération de données, ce qui doit être mesuré. La création de la Base adresse nationale, associant des organisations telles que La Poste ou IGN mais également les contributeurs d'OpenStreetMap, va dans ce sens.

L'*empowerment* semble donc d'autant plus fort que la culture de « l'ouverture », qui se limitait initialement à la diffusion des données, concerne également le mode de production des données lui-même. Quand on se rappelle, avec J.A. Johnson, que les données en elles même reflètent et reproduisent souvent déjà des injustices, par exemple en représentant plus certains groupes que d'autres⁹⁹ (on peut penser au manque de données disponibles sur les sans-abris, ou encore à la sous-représentation des populations non blanches aux Etats Unis¹⁰⁰), on conçoit aisément que la génération de données supplémentaires est nécessaire à la constitution d'un véritable « contrepouvoir citoyen », tant vanté par les instigateurs de l'open data. Ces éléments semblent indiquer qu'une politique inclusive des données doit aller au-delà la libération de données déjà existantes pour encourager d'autres modes de création de données.

Conclusion : les données comme outil vers une société plus inclusive ?

Au-delà des promesses, cette analyse a montré que dans la ville numérique réelle, l'ouverture des données est loin d'être un gage de mobilisation sociale, outil d'une potentielle meilleure inclusion.

La libération des données peut-elle être inclusive ? C'est mal poser la question. L'objectif n'est pas tant de rendre l'open data inclusif que de savoir si la société peut devenir plus inclusive grâce à l'open data (et surtout, ne pas devenir plus excluante). Trop souvent, les politiques de données ouvertes ont fait fi du contexte social dans lequel elles venaient s'inscrire. Or, cette incapacité à reconnaître les relations de pouvoirs et les intérêts en jeu dans la libération des données créent un vacuum dans lequel viennent s'insérer des intérêts particuliers¹⁰¹. Si les déclarations des dirigeants à propos du nouvel impératif de l'inclusion¹⁰² ont vocation à être plus que des beaux discours, « ouvrir les données » ne suffira pas. Parler « d'inclusion » oblige en effet à repenser la distribution des responsabilités entre politiques publiques, citoyens et institutions de la société civile, obligeant les acteurs publics et les organisations de la société civile à mesurer leur part de responsabilité dans l'exclusion subie par différentes catégories de population. Il ne s'agit plus de « libérer » des données mais bien de les co-construire avec citoyens pour les rendre utilisable et diffusable. La création et le soutien d'intermédiaires de données ainsi que la valorisation des données provenant d'autres sources vont dans ce sens.

⁹⁸ Jennifer Gabrys, Helen Pritchard et Benjamin Barratt, « Just good enough data: Figuring data citizenships through air pollution sensing and data stories », *Big Data & Society*, 1 novembre 2016, vol. 3, n° 2, p. 2053951716679677.

⁹⁹ J.A. Johnson, « From open data to information justice », art cit. p. 265

¹⁰⁰ Kenneth Prewitt, « The U.S. Decennial Census: Politics and Political Science », *Annual Review of Political Science*, mai 2010, vol. 13, n° 1, p. 237-254.

¹⁰¹ J. Bates, « "This is what modern deregulation looks like" », art cit.

¹⁰² Comme l'écrit le professeur franco-colombien Moreno, la ville n'est plus intelligente grâce à ses technologies, mais « parce qu'elle est humaine, inclusive, résiliente et durable ». Carlos Moreno, *Une ville inclusive, résiliente et durable... C'est quoi ?*, <http://www.latribune.fr/regions/smart-cities/une-ville-inclusive-resiliente-et-durable-c-est-quoi-617909.html>, (consulté le 21 juin 2017). Force est de constater qu'en quelques années, le slogan vendeur de la smart city est devenu un mot valise suscitant au mieux du scepticisme et bien souvent des craintes d'une technologisation invasive de l'espace urbain : à titre d'exemple, le sommet organisé annuellement à Paris initialement intitulé « Forum Smart City » s'appelle depuis 2015 « Cities for Life, le sommet mondial pour des villes inclusives, innovantes et résilientes » :



Il revient aux administrations de dépasser le caractère faussement consensuel de l'open data, de prendre acte des attentes contradictoires sous-jacentes, et d'en assumer les conséquences au niveau politique. Pour que les politiques de libération des données répondent aux désirs de tous les citoyens, elles doivent refléter autant les attentes « économiques » (de croissance, d'emploi et d'efficacité) que les attentes d'approfondissement démocratique ou de changement social. Ces deux volets seront nécessairement portés par des acteurs différents ; leurs politiques répondront à des critères qui leur seront spécifiques et seront évaluées dans des termes bien distincts.

Empêcher l'exploitation du potentiel de l'open data à des fins exclusivement corporatistes et assurer la capacité de tout un chacun à accéder et à mobiliser l'information implique de poser franchement une série de questions : Ouvrir quoi, dans quel contexte, ouvrir pour qui, et comment transformer l'information en action ? La création, cette année, d'un "*data justice lab*" à l'université de Cardiff, qui étudiera les dynamiques de pouvoir à l'œuvre dans notre ère des données et les tensions entre justice sociale et la « dataification » de nos sociétés, va dans ce sens.



BIBLIOGRAPHIE

- ALAN, *Citizen-Generated Data and Governments: Towards a Collaborative Model*, s.l., 2015.
- BATES Jo, « "This is what modern deregulation looks like" : co-optation and contestation in the shaping of the UK's Open Government Data Initiative », *The Journal of Community Informatics*, 4 février 2012, vol. 8, n° 2.
- BRAITHWAITE John, « Criminological theory and organizational crime », *Justice Quarterly*, 1 septembre 1989, vol. 6, n° 3, p. 333-358.
- CAPGEMINI CONSULTING WORLDWIDE et EUROPEAN DATA PORTAL, *Creating Value through Open Data: Study on the Impact of Re-use of Public Data Resources*, <https://www.europeandataportal.eu/en/highlights/creating-value-through-open-data>, septembre 2015, consulté le 31 juillet 2017.
- CHIGNARD Simon, *L'open data renforce-t-il le risque de désintermédiation ?*, <https://donneesouvertes.info/2013/05/20/lopen-data-renforce-t-il-le-risque-de-desintermediation/>, 20 mai 2013, consulté le 10 août 2017.
- CONSEIL NATIONAL DU NUMÉRIQUE, *Citoyens d'une société numérique - Accès, Littératie, Médiations, Pouvoir d'agir : pour une nouvelle politique d'inclusion*, s.l.
- COURMONT Antoine, « Open data et recomposition du gouvernement urbain : de la donnée comme instrument à la donnée comme enjeu politique », *Informations sociales*, 20 juin 2016, n° 191, p. 40-50.
- DAVIES Tim et PERINI Fernando, « Researching the emerging impacts of open data: revisiting the ODDC conceptual framework », *The Journal of Community Informatics*, 21 juin 2016, vol. 12, n° 2.
- DESROSIÈRES Alain et DIDIER Emmanuel, *Prouver et gouverner*, Paris, La Découverte, 2014, 256 p.
- DIDIER Emmanuel et TASSET Cyprien, « Pour un stactivisme. La quantification comme instrument d'ouverture du possible », *Tracés*, 21 mai 2013, n° 24, p. 123-140.
- ERMOSHINA Ksenia, « Démocratie ubiquitaire : applications mobiles et participation citoyenne ».
- ESCHER Tobias, *Theyworkforyou.com: Analysis of users and usage for UK Citizens Online Democracy*, s.l., My Society.org, 05/11.
- ESPELAND Wendy et SAUDER Michael, « Rankings and Diversity », *Southern California Review of Law and Social Justice*, 2009 2008, vol. 18, p. 587.
- FRENOT Stephane et GRUMBACH Stéphane, *Des données à l'intermédiation, une révolution économique et politique*, s.l., De Boeck, 2014.
- GABRYS Jennifer, PRITCHARD Helen et BARRATT Benjamin, « Just good enough data: Figuring data citizenships through air pollution sensing and data stories », *Big Data & Society*, 1 novembre 2016, vol. 3, n° 2, p. 2053951716679677.
- GIBBONS Steve, *Crime nudge*, <http://spatial-economics.blogspot.com/2011/07/crime-nudge.html>, consulté le 28 mai 2017.
- GOËTA Samuel et MABI Clément, « L'open data peut-il (encore) servir les citoyens ? », *Mouvements*, 23 septembre 2014, n° 79, p. 81-91.
- GOËTA Samuel et MABI Clément, « L'open data peut-il (encore) servir les citoyens ? », *Mouvements*, 23 septembre 2014, n° 79, n° 3, p. 81-91.
- GRAFT Auralice, VERHULST Stefaan et YOUNG Andrew, *Eight maps - the unintended negative consequences of open data*, s.l., 2016.
- GRAY Jonathan, LÄMMERHIRT Danny et BOUNEGRU Liliana, *Changing What Counts: How Can Citizen-Generated and Civil Society Data Be Used as an Advocacy Tool to Change Official Data Collection?*, Rochester, NY, Social Science Research Network, 2016.
- GURSTEIN Michael B., « Open data: Empowering the empowered or effective data use for everyone? », *First Monday*, 23 janvier 2011, vol. 16, n° 2.
- H. RATCLIFFE Jerry, « Damned If You Don't, Damned If You Do: Crime Mapping and its Implications in the Real World », *Policing and Society*, janvier 2002, vol. 12, n° 3, p. 211-225.
- HAND David, « Open data is a force for good, but not without risks », *The Guardian*, 10 juill. 2012 p.
- HEALD David, « Transparency as an Instrumental Value » dans Christopher Hood et David Heald (eds.), *Transparency: The Key to Better Governance?*, s.l., British Academy, 2006, p. 58-73.
- HENDEY Leah, COWAN Jake, KINGSLEY G. Thomas et PETTIT Kathryn L. S., *NNIP's Guide to Starting a Local Data Intermediary*, <https://www.urban.org/research/publication/nnips-guide-starting-local-data-intermediary>, 7 juin 2016, consulté le 8 septembre 2017.
- IHLANFELDT Keith et MAYOCK Tom, « Panel data estimates of the effects of different types of crime on housing prices », *Regional Science and Urban Economics*, 1 mai 2010, vol. 40, n° 2, p. 161-172.
- INSTITUTE Federal Reserve Bank of San Francisco and the Urban, *Empowerment: How workers in San Francisco's chinatown harnessed data for community change*, <http://www.whatcountsforamerica.org/empowerment>, consulté le 6 août 2017.
- INTERNETACTU.NET, *L'avenir de la réutilisation des données publiques*, <http://www.internetactu.net/2011/07/27/lavenir-de-la-reutilisation-des-donnees-publiques/>, consulté le 5 août 2017.
- JOHNSON Jeffrey Alan, « From open data to information justice », *Ethics and Information Technology*, 1 décembre 2014, vol. 16, n° 4, p. 263-274.
- KESERÚ Júlia et KIN-SING CHAN James, *The Social Impact of Open Data*, <https://sunlightfoundation.com/taxonomy/term/the-social-impact-of-open-data/>, consulté le 29 juillet 2017.
- KINGSLEY G. Thomas, COULTON Claudia J. et PETTIT Kathryn L. S., *Strengthening Communities with Neighborhood Data*, s.l., Rowman & Littlefield Publishers, Incorporated, 2017, 460 p.
- MINKLER Meredith, LEE Pam Tau, TOM Alex, CHANG Charlotte, MORALES Alvaro, LIU Shaw San, SALVATORE Alicia, BAKER Robin, CHEN Feiyi, BHATIA Rajiv et KRAUSE Niklas, « Using community-based participatory research to design and initiate a study on immigrant worker health and safety in San Francisco's Chinatown restaurants », *American Journal of Industrial Medicine*, avril 2010, vol. 53, n° 4, p. 361-371.

- MORENO Carlos, *Une ville inclusive, résiliente et durable... C'est quoi ?*, <http://www.latribune.fr/regions/smart-cities/une-ville-inclusive-resiliente-et-durable-c-est-quoi-617909.html>, consulté le 21 juin 2017.
- MOROZOV Evgeny et BRAUD Marie-Caroline, *Pour tout résoudre cliquez ici - L'aberration du solutionnisme technologique*, Limoges, FYP EDITIONS, 2014, 352 p.
- OLLION Étienne, « L'abondance et ses revers. Big data, open data et recherches sur les questions sociales », *Informations sociales*, 20 juin 2016, n° 191, p. 70-79.
- PAQUIENSÉGUY Françoise, *Open data: Accès, territoires, citoyenneté: des problématiques info-communicationnelles*, s.l., Archives contemporaines, 2016, 155 p.
- PEUGEOT Valérie, « L'ouverture des données publiques : convergence ou malentendu politique ? », *Confiance, croyance, crédit dans les mondes industriels*.
- PEUGEOT Valérie, « L'ouverture des données publiques : convergence ou malentendu politique ? », *Confiance, croyance, crédit dans les mondes industriels*.
- PEUGEOT Valérie, « Ouverture des données dans les collectivités territoriales : ambitions, racines politiques et premiers effets ».
- PREWITT Kenneth, « The U.S. Decennial Census: Politics and Political Science », *Annual Review of Political Science*, mai 2010, vol. 13, n° 1, p. 237-254.
- RAMAN Bhuvaneswari, « The Rhetoric of Transparency and its Reality: Transparent Territories, Opaque Power and Empowerment », *The Journal of Community Informatics*, 4 avril 2012, vol. 8, n° 2.
- SANDERS Greg, « Mashup City - Tools for Urban Life and Urban Progress in the Internet Age » dans *Strengthening Communities with Neighborhood Data*, s.l., Rowman & Littlefield Publishers, Incorporated, 2017.
- SCHOR Juliet B., FITZMAURICE Connor, CARFAGNA Lindsey B., ATTWOOD-CHARLES Will et POTEAT Emilie Dubois, « Paradoxes of openness and distinction in the sharing economy », *Poetics*, février 2016, vol. 54, p. 66-81.
- SEGAL Paula, « From Open Data to Open Space: Translating Public Information Into Collective Action », *Cities and the Environment (CATE)*, 8 octobre 2015, vol. 8, n° 2.
- TREUHAFT Sarah, « The Democratization of Data: How the Internet is Shaping the Work of Data Intermediaries », *Institute of Urban & Regional Development*, 1 janvier 2006.
- YU Harlan et ROBINSON David G., *The New Ambiguity of Open Government*, Rochester, NY, Social Science Research Network, 2012.
- ZETLAOUI Tiphaine, « Les mirages technologiques de la transparence administrative », *Quaderni*, 2003, vol. 52, n° 1, p. 67-76.
- A Data Divide? Data « Haves » and « Have Nots » and Open (Government) Data*, <https://gurstein.wordpress.com/2011/07/11/a-data-divide-data-%e2%80%99chaves%e2%80%9d-and-%e2%80%99chave-nots%e2%80%9d-and-open-government-data/>, 11 juillet 2011, consulté le 24 juin 2017.
- L'open data contre les inégalités hommes-femmes*, <http://www.slate.fr/france/80577/open-data-inegalites-hommes-femmes>, consulté le 5 août 2017.
- Global Report | Open Data Barometer*, http://opendatabarometer.org/3rdedition/report/#executive_summary, consulté le 9 août 2017.
- Adopted by*, <http://opendatacharter.net/adopted-by-countries-and-cities/>, consulté le 9 août 2017.
- Data Revolution Report*, <http://www.undatarevolution.org/report/>, consulté le 20 mai 2017.
- Sharing economy, an opportunity for the poorest? An exploratory study*, /en/Activities/Publications/2016/20161214DD, consulté le 28 mai 2017.
- Principles*, <http://opendatacharter.net/principles/>, consulté le 8 août 2017.
- L'open data est-il un leurre politique? Entretien avec Evelyn Ruppert*, <http://tempsreel.nouvelobs.com/rue89/rue89-le-grand-entretien/20140804.RUE5175/l-open-data-est-il-un-leurre-politique.html>, consulté le 5 août 2017.
- CPS privacy breach bared confidential student information | Chicago Sun-Times*, <http://chicago.suntimes.com/news/cps-privacy-breach-bared-confidential-student-information/>, consulté le 5 septembre 2017.
- Google Map: Intimidation or conversation starter?*, <http://www.wnd.com/2009/02/88616/>, consulté le 28 mai 2017.
- Crime maps 'bit reporting of crime'*, <https://www.ft.com/content/c6b65e3e-aca2-11e0-a2f3-00144feabdc0>, consulté le 21 mai 2017.
- « *Beyond Data Literacy: Reinventing Community Engagement and Empowerment in the Age of Data* », <http://datapopalliance.org/item/beyond-data-literacy-reinventing-community-engagement-and-empowerment-in-the-age-of-data/>, consulté le 29 juillet 2017.
- Guide pratique de l'ouverture des données publiques territoriales en version beta, à commenter et enrichir - Fondation Internet Nouvelle Génération*, <http://fing.org/?Guide-pratique-de-l-ouverture-des>, consulté le 9 août 2017.